

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.64053

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Adolf M. BIRKE, *Die Bundesrepublik Deutschland. Verfassung, Parlament und Parteien*, München (Oldenbourg) 1997, VIII–157 p. (Enzyklopädie deutscher Geschichte, 41).

Est-il nécessaire de rappeler encore l'intérêt exceptionnel des ouvrages de cette collection-phare dont le plan est toujours articulé en trois parties: un bref survol de l'état présent des connaissances, suivi de l'évocation des problèmes fondamentaux et de l'état de la recherche, puis en dernier lieu d'une présentation des sources, des divers instruments de travail et enfin d'une bibliographie méthodique.

Le titre de l'ouvrage, incomplet, peut induire le lecteur en erreur car en réalité c'est l'histoire institutionnelle de la seule période de 1945 à 1982 qui est présentée ici. La présentation des faits (première partie) propose une articulation classique: les temps de l'occupation, l'ère Adenauer 1949–1963, puis les années 1963 à 1969, d'Erhard à Kiesinger et enfin l'ère sociale-libérale jusqu'à la chute du gouvernement Schmidt. L'auteur réussit le tour de force de présenter en cinquante pages l'évolution institutionnelle mais aussi politique de la RFA jusqu'en 1982 en centrant son analyse sur les moments essentiels. Ainsi, par exemple, il montre comment Adenauer a su utiliser son rôle d'interlocuteur des Alliés au Petersberg et l'absence de ministère des Affaires étrangères pour instaurer sa »Kanzlerdemokratie«. Au total, l'auteur expose avec concision les questions fondamentales du régime.

Le spécialiste attend davantage de la seconde partie qui constitue un exposé d'une vaste érudition. Cette partie compte quatre chapitres et soixante pages. La première brosse un rapide résumé de l'état de la recherche. Birke note l'absence d'une étude institutionnelle globale, en dépit de l'abondance des publications disponibles. Ce chapitre porte aussi sur les questions relatives à la fondation de la RFA. Le second chapitre est consacré à l'historiographie du système gouvernemental (vingt pages) où se trouvent évoquées, bizarrement, aussi la question du système électoral et celle de la sociologie électorale. Pourquoi ne pas les avoir intégrées dans le chapitre suivant sur l'histoire des formations politiques? Enfin, le dernier chapitre évoque l'historiographie de la question allemande (*Deutsche Frage*). Adenauer s'y taille la part du lion. Il est question de son attitude vis-à-vis de la note de Staline de 1952 à laquelle des auteurs continuent d'accorder du crédit. Birke espère que l'ouverture des nouvelles archives permettra d'apporter de nouveaux éclairages.

En conclusion de cet excellent outil de travail, Birke relève que la période de l'occupation et l'ère Adenauer sont encore les mieux explorées.

Alfred WAHL, Metz

J. K. A. THOMANECK, Bill NIVEN, *Dividing and Uniting Germany*, London (Routledge) 2001, X–105 S. (Making of the Contemporary World).

Ziel der Verfasser des vorliegenden Büchleins ist, eine kurze Einführung in Hintergründe und Verlauf der deutschen Teilung und Vereinigung für britische Studenten zu liefern. Die Autoren haben sich für einen Mittelweg zwischen faktologischem Abriss und interpretierendem Essay entschieden. Ausgewogenheit ist nicht ihre Stärke, was etwa daraus hervorgeht, daß sie das Grundgesetz aufgrund seiner fehlenden plebiszitären Elemente als einen Versuch bewerten, »to reconstruct democracy without the demos« (S. 20), und einseitig die autoritären Züge der westdeutschen Gesellschaft der fünfziger Jahre hervorheben. Demgegenüber wird bei der Skizzierung des entstehenden DDR-Systems kaum nach sowjetischen Einflüssen gefragt; die Bestimmungen der DDR-Verfassung werden referiert, ohne hinreichend zu verdeutlichen, daß diese die tatsächlichen Machtverhältnisse nur verschleiern sollte. Die Verantwortung für die Teilung wird einseitig den Westmächten (und der Regierung Adenauer) angelastet, da sie die sowjetischen Vorschläge eines neutralisierten Deutschland wiederholt zurückgewiesen hätten. Die sowjetischen Ziele werden hingegen nicht thematisiert. Erst mit dem Mauerbau hätten die Sowjetunion und die DDR die Teilung verstärkt,